

La CES vigilante sur le dossier de la taxe européenne sur les transactions financières (TTF)

- Dossiers -



Les récentes évolutions des négociations autour du projet de directive européenne pour une coopération renforcée dans les domaines de la taxe sur les transactions financières inquiètent les organisations syndicales européennes. La "dilution" du projet initial doit être évitée.

Une réunion s'est tenue le 26 novembre dans les locaux de l'UNSA, à l'initiative de la [Confédération Européenne des Syndicats \(CES\)](#), qui avait invité les organisations syndicales françaises affiliées à la CES, la [Fédération Syndicale européenne des Services Publics \(FSESP\)](#), la Commission Syndicale Consultative auprès de l'OCDE (TUAC) et l'ONG [OXFAM France](#) à participer.

Il s'agissait d'évoquer les détails du projet de directive et de l'état actuel des négociations, en particulier les positions des gouvernements allemands et français.

En effet, si en Allemagne les deux partis en train de constituer un nouveau gouvernement semblent avoir conclu un accord préliminaire sur la TTF, en France, de récentes déclarations de membres du Gouvernement ou du gouverneur de la banque de France, comme l'évolution de la TTF française dans le projet de loi de finances 2014, laissent à penser qu'un recul s'opérerait sur l'ambition de la TTF européenne.

Par ailleurs, on constate actuellement, en Europe, une décroissance de l'implication des acteurs favorables à la TTF, tandis que les lobbies financiers ou les gouvernements qui y sont opposés demeurent excessivement actifs.

Aussi, afin d'accentuer la pression sur le gouvernement français en vue de la mise en oeuvre d'une TTF *a minima* conforme au projet de directive, le principe d'un courrier commun, adressé au Président de la République, a été adopté par les participants.

L'interpellation des candidats aux élections européennes a également été retenue car il paraît indispensable, aux yeux de tous, que les actions en faveur de la TTF soient portées avant le scrutin européen de mai 2014.

Il faut enfin rappeler que plus de 60% des citoyens européens sont favorables à la mise en place de la TTF.



La CES est partenaire des campagnes pour la justice fiscale initiées sur le site ["Les européens pour la réforme financière"](http://www.les-europeens-pour-la-reforme-financiere.org) : signez l'appel !

